

entrave pour les staliniens et fait qu'ils ne peuvent pas la manipuler sans précautions, voire sans concessions. Par exemple encore, sur le problème de la dissolution de la G.P., on a vu, dans le S.N.E.-Sup, des responsables de cette tendance prendre publiquement des positions contradictoires. Mais la force essentielle des staliniens dans l'enseignement tient toujours à ce qu'ils ont quasiment le privilège des perspectives intersyndicales et qu'ils présentent une ligne réformatrice d'une relative cohérence formelle.

En définitive, l'élément nouveau de ces derniers mois réside surtout dans la progression, parfois spectaculaire, des tendances révolutionnaires. Dans l'Allier et les Alpes-Maritimes, une alliance E.E.-R.S. aux élections départementales du S.N.E.S. remporte plus de 30 % des voix. Aux élections académiques de Clermont, l'E.E. prend la direction du bureau du S.N.E.S. Dans l'académie de Seine-Maritime, l'E.E. seule passe de 13 à 21 % des voix tandis que les autonomes passent de 25 à 17 %. Au-delà des succès électoraux, il faut voir dans ces résultats les possibilités ouvertes d'initiatives de lutte à la base et d'initiatives intersyndicales. Il faut voir aussi l'effet du travail de la Ligue (comme à Rouen) avec l'arrivée dans l'enseignement d'un grand nombre de ses militants et de la frange qu'elle influence à l'université, sans compter l'effet non chiffrable de l'influence en milieu enseignant des activités centrales de la Ligue en tant qu'organisation politique. De plus, à l'affirmation de l'E.E. comme tendance fédérale, s'ajoute l'élargissement de son implantation géographique : il n'y a plus guère qu'une quinzaine de départements dépourvus de groupes ou de noyaux E.E. ; l'implantation propre de la Ligue est, pour beaucoup, dans cette progression rapide de l'E.E. Enfin, à l'occasion de la semaine d'action du S.N.E.S. et du S.N.E.-Sup, l'E.E. a eu une activité autonome indépendante qualitativement différente que par le passé bien qu'encore insuffisante. A tel point que les staliniens, efficacement informés par leur fraction, avaient préparé pour la C.A. de la F.E.N. un véritable dossier réquisitoire sur les activités fractionnelles de la Ligue et de l'E.E. à l'occasion de cette semaine : tracts, meetings, initiatives au niveau des établissements. S'ils n'ont pas utilisé ce dossier, c'est vraisemblablement que les derniers résultats électoraux les rendaient inquiets sur l'état réel du rapport de forces.

3. L'avenir de la F.E.N.

La question de l'avenir et de l'évolution de la F.E.N. n'est pas pour nous, aujourd'hui, une question gratuite. Elle conditionne en partie les activités concrètes que nous pourrions mener à la rentrée. Par exemple, devant l'inertie des bureaucraties syndicales, on peut se contenter de débordements locaux, là où les révolutionnaires contrôlent la section syndicale, de façon à rester dans le cadre de la discipline syndicale ; et face aux limites inévitables de ce genre de débordements ou d'actions autonomes (comme en a encore témoigné l'occupation de Vincennes symbolique et sans lendemain lors de l'affaire J. Miller), préconiser la construction d'une tendance fédérale pour ouvrir de nouveaux horizons, perspective qui reste purement propagandiste. En caricaturant à l'extrême, l'autre position possible serait, vu la gravité des mesures gouvernementales, de tenter d'organiser des débordements centraux, par le biais de la tendance, en bafouant toute discipline syndicale. Quelles que soient les hypothèses d'évolution de la F.E.N., d'autres éléments devront intervenir dans les analyses politiques : l'apparition d'un courant spontanéiste enseignant susceptible de dénaturer les initiatives révolutionnaires au profit des staliniens ; le renforcement de la répression administrative qui permet aux bureaucrates de faire l'économie de la répression bureaucratique directe qu'ils doivent payer d'un discrédit croissant ; enfin, la passivité de la bureaucratie décidée à laisser écraser les gauchistes sans broncher.

Nous avons souvent parlé d'une O.P.A. des staliniens sur l'Education Nationale. Dans ce cadre, la conquête de la F.E.N. représente un objectif de premier plan : elle permettrait au P.C.F. de renforcer sa pression gestionnaire sur le pouvoir dans ce domaine et de détenir un atout central dans sa perspective de Front Syndical Commun. Mais, récemment, après le congrès de la F.E.N. et la semaine de l'E.E., s'est dessinée du côté des staliniens une orientation F.E.N.-Renouveau qui consisterait à conserver une apparence démocratique en jouant la légalité formelle de la F.E.N., tout en gardant les mains libres pour mener les luttes de façon indépendante au niveau des principaux syndicats (S.N.E.S. et S.N.E.-Sup). A cet effet, il semble que les staliniens aient donné des consignes de structuration de leur

fraction. Cette situation dans le syndicat, caractérisée par l'équilibre des forces, l'inquiétude des autonomes d'une part de voir le syndicat tomber aux mains des staliniens, par la prudence des staliniens à la tête d'une tendance non homogène avec une fraction encore faiblement organisée, rend improbable l'application ferme et intransigeante de la discipline syndicale, ce qui laisse provisoirement une marge de manœuvre suffisante aux révolutionnaires. Une marge dont ils ne sauraient pour autant abuser, car la répression administrative comblerait le rôle de la bureaucratie.

Le problème reste donc de savoir si nous prenons délibérément des initiatives susceptibles de précipiter la rupture ou si nous poussons dans ce sens.

Une première série d'arguments, d'ordre tactique, pousse du côté de la prudence : l'implantation de l'E.E. reste encore à affermir, notre propre influence en son sein à vertébrer, sa vocation à clarifier.

Mais, à côté de ces arguments tactiques, les échéances précises que nous rencontrons aujourd'hui reposent avec acuité des problèmes stratégiques que jusqu'à présent nous avons vraisemblablement traités à la légère (à l'exception de quelques camarades qui ont toujours attiré notre attention sur ce point). Le texte du C.C. d'octobre sur le travail ouvrier n'évitait pas des phrases obscures du type : « Il résulte du fait que la C.G.T. ne se laissera pas démocratiquement redresser, la nécessité d'un travail de fraction qui signifie déjà se préparer à l'éventualité d'une scission ou plus vraisemblablement d'une exclusion dans des conditions qui nous soient les moins défavorables. » A quoi s'ajoutent certains passages moins équivoques de l'amendement que nous avons rédigé pour le congrès du S.N.E.-Sup : « à partir du refus de la participation, ceux qui croient que la politique est faite de la fidélité aux idées pures envisagent le simple départ digne et désabusé de la F.E.N. ; ceux qui conçoivent la bataille contre la participation comme une réelle bataille où les jeux ne sont pas faits, où il y a des forces à convaincre et à gagner, envisagent une rupture de masse qui se prépare et s'organise. » De telles obscurités peuvent représenter des concessions rapides à la pression spontanéiste du moment. Elles soulèvent le dinosaure de la question syndicale : en caricaturant à l'extrême, ou bien on considère le syndicat comme une aubaine des périodes de légalité où les révolutionnaires peuvent intervenir pour accroître leur influence sans espérer, sauf en période immédiatement pré-révolutionnaire, devenir majoritaires ; ou bien on s'oriente vers la création de structures de masse révolutionnaires politico-syndicales, ce qui repose dans toute son ampleur le problème du syndicalisme-révolutionnaire, des comités d'action, des conseils, des structures de pouvoir, etc. En bref, se pose la question de la viabilité d'une sorte de trotsko-syndicalisme, selon l'expression d'un camarade. Question dont les données sont légèrement brouillées par le fait qu'en milieu enseignant, compte tenu de la composition sociale du mouvement et des rapports de forces en son sein, la marge de manœuvre des révolutionnaires est plus large que partout ailleurs. Néanmoins, l'expérience historique à laquelle on se réfère volontiers, de la Fédération Unitaire de l'Enseignement dans l'entre-deux guerres, ne dut probablement sa viabilité qu'à ses relations avec la C.G.T.U. qui n'était pas à proprement parler un groupuscule syndical.

Aujourd'hui, l'avancée du mouvement révolutionnaire enseignant n'a pas encore sa contrepartie dans un courant révolutionnaire de masse structuré dans le mouvement ouvrier.

En l'absence de ce pôle ouvrier, il semble que plus que jamais l'attitude correcte ne consiste ni à sortir simplement ni même à rompre, mais à résister à la répression bureaucratique, à s'organiser pour et, éventuellement, à se faire exclure. Il est vrai que la confrontation à l'Etat fort apporte de nouveaux éléments, mais il demeure peu vraisemblable que la solution soit de pousser les syndicats à la cravache vers les positions révolutionnaires.

Ce débat, qui n'a jamais été clos, devra être repris, car si le problème se pose dans l'immédiat, surtout en mouvement enseignant, les réponses ne vont pas tarder à conditionner la conception et l'organisation de la fraction syndicale et de notre travail ouvrier.

III. DES MESURES A PRENDRE

Force nous est de constater que la dialectique des secteurs d'intervention dans laquelle le travail enseignant serait aujourd'hui appelé à jouer un rôle clef est bloquée. Les secteurs demeurent